

Ras l'front - Nancy

Anciennement «L'Antifafs»

juil/août 1998

«Leurs avancées sont faites de nos reculs», Appel des 250, mai 1990

Demo-kratie *

Le samedi de Pentecôte, quelque 4.000 personnes ont répondu à l'appel du DGB (fédération des syndicats allemands qui sont organisés par des branches économiques) et du Conseil Syndical Interrégional et ont défilé dans les rues de Saarbrück contre les fachos. A quelques kilomètres de là, à la Bremm d'or, les Republikaner et le Vlaams Blok avaient organisé un rassemblement pour une «Europe des Patries». Le F-Haine était absent car il est - le croirez-vous ? - «en quête de respectabilité».

Vers 12 h 45, les manifestants arrivent sur la 'Schlossplatz' et assistent au rassemblement des «Démocrates contre l'extrême-droite contre le racisme». Côte à côte, les responsables régionaux du parti chrétien démocrate (CDU) et du parti social-démocrate (SPD) écoutent le discours d'Eugen Roth, le responsable du DGB pour le Land de Saar. Le syndicaliste rappelle que les problèmes sociaux ont amené les nazis au pouvoir et qu'aujourd'hui aussi, nombreux sont ceux qui ne comprennent plus qu'ils soient exclus de la société alors que les spéculateurs continuent de s'enrichir.

Dans le même discours, il dénonce sans autre précision les extrémistes qui représentent un danger pour la démocratie et il appelle l'état de droit à réagir. On n'est pas forcément obligé de souscrire à cette partie du discours qui, au vu de l'histoire de l'Allemagne qui sur son territoire a connu les deux totalitarismes - hitlérien et stalinien - ayant marqué notre siècle, peut toutefois se comprendre. Il faut par ailleurs savoir qu'Eugen Roth est policier de for-

mation.

Alors que lors du rassemblement du Schlossplatz, on parla de la nécessaire solidarité entre les démocrates, le DGB n'en fit pas preuve vis-à-vis des 1.500 manifestants du «Rassemblement contre la droite» qui, vers 14h00, se mirent en marche pour le mémorial du camp de concentration de Neue Bremm. Cette marche était fermée par les participants français (dont Ras l'front-Nancy et Metz).

Les 1.500 manifestants, auquel s'était tout de même joint le maire SPD de Saarbrück, étaient attendus par 500 autres manifestants (autonomistes allemands et français) sur le site de Neue Bremm. Tous ensemble ont écouté les différents intervenants allemands et français. Ils ont dénoncé la politique de la CDU qui par certains de ces aspects prépare le terrain des Republikaner et même leur donne une certaine respectabilité. Christelle, une des organisatrices de cette marche silencieuse, remercia aussi les policiers de protéger la manif. Cela ne l'empêcha toutefois pas de dénoncer les liens existants entre un certain nombre de fonctionnaires de police et les

Republikaner. Un comportement citoyen en compatibilité avec le slogan inscrit sur la banderole de tête de la manif : «Wir zeigen courage» (nous faisons preuve de courage civique). Bilan globalement positif, puisque en face n'étaient présent que quelque 400 fachos.

Je laisse le mot de la fin à Bernard Hurreau qui est intervenu pour le Conseil Syndical Interrégional : «L'événement le plus important de ce 30 mai n'est pas l'ameutement des fascistes, mais notre résistance commune à l'extrême-droite».

Michel

Perle

On a beaucoup parlé d'eugénisme, exemple : «Il faut que notre siècle assiste à l'épanouissement de la puériculture, c'est-à-dire à l'application de la science qui a pour but la recherche des connaissances relatives à la reproduction, à la conservation et à l'amélioration de l'espèce humaine». «C'est en faisant ainsi de la puériculture avant la procréation qu'on arrivera à diminuer le nombre des déchets sociaux, des infirmes, des dégénérés... L'avenir de la race est en grande partie sous la dépendance de la puériculture avant la procréation».

Ces deux citations (1898) sont les propos d'un député radical né en 1844 et mort en 1934 : Adolphe Pinard. Cela vous dit quelque chose ! C'est normal, c'est le nom de la Maternité régionale de Nancy.

Carmin

(sources : L'Événement du jeudi, 1997)

* «Demo» est le mot allemand pour «manif»

N'hésitez pas à nous contacter :

CAFAR/Ras l'front-Nancy
B.P. 66
54510 TOMBLAINE

Tous et toutes bronzé(e)s contre le FN !

C'est l'été...

Sans-Papiers

Pique-nique

Mercredi 03 juin, 18 heures. Place Saint Epvre, les terrasses des cafés sont bondées (un mélange de touristes, de flâneurs et de R.G.). Il fait chaud. Sur les marches de la basilique Saint-Epvre, un rassemblement grossit au fil du temps. 100 personnes ? 150 ? A vrai dire, le chiffre n'est pas déterminant : militant(e)s d'associations, de syndicats, de partis politiques se retrouvent pour casser une petite croûte ensemble et demander la régularisation des sans-papiers. Une banderole ondule sur les grilles. En bas des marches, au son du tube du printemps (Motivés !)⁽¹⁾, on signe les pétitions pour la régularisation des sans-papiers et contre la double peine. Sur le parvis, des djembés percutent un rythme africain. Les médias tendent leurs micros parmi l'assistance. Les sans-papiers sont présents, en nombre assez restreint certes, mais c'est l'un d'eux qui prendra la parole au nom du collectif.

Bref une mobilisation sympathique et remarquée, qui n'est en fait qu'une manifestation visible et ponctuelle du travail assidu mené depuis de long mois par le Collectif de soutien aux sans-papiers.

Parrainage

Samedi 20 juin, dans les locaux de la Manufacture, s'est déroulée la cérémonie officielle de parrainage des sans-

papiers déboutés. Charles Tordjman a d'abord évoqué son besoin de mettre en adéquation ses idées et ses actes, comme il l'a fait en 96 en accueillant la caravane des sans-papiers. Puis un porte-parole du collectif a souligné l'importance, au-delà du simple symbole, de cet engagement, et rappelé les promesses non-tenues. Dix sept parrainages se sont alors succédé dans une ambiance solennelle. Chaque sans-papiers débouté (essentiellement des célibataires) s'est présenté avec ses deux parrain(e)s, devant un officier de l'Etat Civil ceint de son écharpe tricolore. « Cette démarche est illégale, mais nous sommes prêts à en répondre devant les tribunaux » ont tenu à préciser les officiants : le vice-

Président du Conseil Général et l'adjointe au maire de Tomblaine. Chaque parrainage, situé dans la lignée des parrainages républicains de 1793, a été applaudi par les 200 personnes qui assistaient à cette cérémonie et qui se sont retrouvées autour d'un buffet-apéritif. Un autre parrainage républicain doit avoir lieu le 28 juin dans le nord du département. Quant à la suite, il semble que le gouvernement soit décidé à ne pas changer d'un iota sa position, comme vient de le rappeler Quinqueton, conseiller technique de Chevènement. Seules quelques disparités entre différentes préfectures pourraient être atténuées, autrement quelques rares cas in-

dividuels seraient peut-être réexaminés. Ce qui ne laisse pas de nous inquiéter. Car si nous sommes nous, venus leur dire que chez nous, c'est aussi

chez eux, l'arbitraire administratif ne l'entendra pas de cette oreille.

Dominique

⁽¹⁾ extrait du CD « MoTiVéS ! chants de lutte »

⁽²⁾ Contacts :

Collectif de Nancy de soutien aux Sans-Papiers, MJC Desforges, 27 rue de la République, Nancy (les permanences continuent pendant les vacances, les vendredis soir de 18h30 à 20h00, à la MJC)

NB : Samedi 20 juin à Nancy, les Chippendales au Zénith : 2.000 personnes,

Samedi 20 juin, les sans-papiers à la Manufacture : 200 personnes.

On a rien compris, la prochaine fois on demande aux sans-papiers de faire un strip (déjà que leur histoire est un coup de poker...)

Conseil régional

Le conseil régional de Lorraine a procédé à la désignation de ses délégués dans les différents conseils d'administration. Les lycées allaient-ils ouvrir la porte de leurs CA à des élus du Front National ? Tel était le sens de l'appel à la vigilance adressé auparavant au conseil régional par des associations, partis et syndicats enseignants.

Gérard Longuet et « l'Alliance lorraine » ont trouvé la solution : ils ont dit « ni FN ni PS dans les CA des lycées » et ils se sont attribués toutes les délégations ! En signe de protestation, les responsables PS ont démissionné le 06 juin des responsabilités qu'ils tenaient dans les différentes commissions. Affaire à suivre sans doute. Mais des élus Front National ont été désignés dans d'autres organismes que les lycées : Université, ballet-théâtre, agence de l'eau, etc...

Attention DANGER !

Dominique

Perle

Lors de son 1^{er} conseil national, le 04 février 73, le FN présentait un programme intitulé « Défendre les français ». Parmi les 20 propositions, on peut relever celle-ci : « Une large information concernant la contraception et un aménagement de la législation actuelle sur l'interruption de grossesse ». Autrement dit, il demandait la légalisation de l'avortement encore interdit. Démagogue le FN ? Non ! Surtout quand, il gère actuellement une association anti-avortement (« Ligue pour la vie »). Le FN n'en est pas à une contradiction près...

Carmin

(sources : La Croix, 06 février 73)

"Homos sans papiers"

Un Collectif des "Homos sans papiers" s'est constitué, le 21 mars 98, pour réclamer la régularisation de la situation administrative de gays, lesbiennes et transsexuels étrangers. En l'absence de CUS (reconnaissance des couples de même sexe), les homosexuel(le)s, bien qu'en couple depuis plusieurs années, sont assimilés aux célibataires. L'asile politique n'a de chance d'être accordé aux homosexuel(le)s que s'ils présentent des preuves écrites, délivrées par la police, des persécutions dont ils ont été victimes dans leur pays d'origine. Ils subissent donc une double oppression : sans-papiers et gays ou lesbiennes.

Une fois de plus, nous réclamons la régularisation de TOUS les sans-papiers !

Stéphane

Contacts : 01.42.03.29.09 ou 01.46.33.35.31

(sources : Ex-aquo, mai 98)

A lire

* « Le Pape, combien de divisions ? », par Constance Colonna-Césari, éditions Dagorno

Quels sont les alliés du pape ? Quels sont ses ennemis ? De forts lobbies travaillent dans l'ombre pour lui. A travers une galerie de portraits des principaux dignitaires du Saint-Siège, ces pages, bourrées d'informations inédites, dessinent les contours de la géopolitique vaticane (la plus secrète du monde).

* « Contre l'homophobie », dossier documentaire, Ras l'front A acheter (40F) auprès des militants du CAFAR.

12.162 inconnu(e)s

C'est le nombre de maires, certifié par huissier, qui auraient donc signé la pétition contre un Contrat d'Union (projet du gouvernement pour donner un statut aux couples homosexuels).

Elle est gérée par un mystérieux collectif : le «Collectif des Maires de France pour le Mariage Republicain» (CMFMR). Il n'a pas d'adresse, pas de téléphone et pas de déclaration au Journal Officiel. Son porte-parole est Michel Pinton (maire de Felletin-en-Creuse). La pétition a été envoyée par une boîte de communication (Artéa à Paris) aux 36.000 maires de France.

En quelques lignes, elle demande aux maires de s'y opposer car «un tel projet nous paraît dangereux dans la mesure où il ébranlera encore davantage la famille, qui constitue selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme l'élément naturel et fondamental de la société et qui a droit à la protection de la société et de l'Etat». Mais aussi «(...) que cette nouvelle forme de mariage que

vous devriez alors célébrer heurte votre conscience»⁽¹⁾. En séance de conseil municipal, M. Pinton compare le CUS à «un poison qui risque d'infecter la cellule saine»⁽²⁾ ! Les signataires de cette pétition n'ont jamais été rendus public. Quel courage !

Derrière le CMFMR, on parle d'une association catholique conservatrice : l'Association Pour la Promotion de la Famille (APPF). Les statuts indiquent qu'elle a pour objet «de promouvoir l'année de la famille en réponse à l'enseignement du Pape Jean-Paul II». Le PRG (Parti Radical de Gauche) a aussi incriminé des membres de l'Opus Dei⁽³⁾.

Selon le CMFMR, le département de Meurthe-et-Moselle compte 159 maires signataires (sur 593 communes), soit près de 27%. Parmi eux et pour les environs de Nancy, on peut notamment citer les maires de Champigneulle (Jean-Marie Uhlrich), Maron (Pierre Boulanger), Pont-à-Mousson (Henry Lemoine), Essey-lès-Nancy (Reithmuller) et Baccarat (Jean-Marie Fève). Selon le journal Prochoix⁽⁴⁾, la Moselle compte 239 maires signataires sur 727 communes (soit 32%), la Meuse 197/499 (soit 39%) et les Vosges 188/515 (soit 36%).

Stéphane

⁽¹⁾ Il est important de rappeler que, selon le projet du gouvernement, le maire n'aura rien à célébrer.

⁽²⁾ Charlie Hebdo du 06.05.98

⁽³⁾ A.F.P. du 18.04.98

⁽⁴⁾ Prochoix n°5, avril-mai 98, contacts : 14 rue Saulnier, 75009 PARIS

En bref

A Nancy, le jeudi 04 juin, s'est déroulée une cérémonie organisée par la Ligue des Droits de l'Homme de Nancy, sur le square Victor Basch.

Il s'agissait, pour commémorer ses cent ans, de rappeler le sens de son engagement pour les droits de l'homme. Mais le but de ce rassemblement était également de procéder à une rebaptisation symbolique : la plaque officielle du square présente en effet, Victor Basch comme une victime du nazisme. Or, si fondamentalement et historiquement, ce n'est pas un mensonge, il était important de rappeler que ce n'étaient pas des nazis qui l'avaient tué, en le sortant de son lit, âgé et malade, mais bien des miliciens français, ce que mentionnait la nouvelle plaque. «Victor Basch, assassiné par la milice».

La LDH a demandé officiellement à la municipalité la rebaptisation de ce square (ou plus exactement, la reformulation de la plaque) mais n'a, à ce jour, reçu aucune réponse.

Dominique

Subventions

L'année dernière déjà, nous dénoncions le fait que la mairie de Nancy subventionne, depuis plusieurs années, l'association 'SOS futures mères' (association anti-avortement, dont le CA est truffé de membres du bureau politique du FN⁽¹⁾). Suite à notre intervention en 97, la municipalité a arrêté de la subventionner.

Mais nous dénoncions aussi l'attribution de subventions, depuis plusieurs années, à l'Association Familiale Catholique de Nancy (AFC). Elle est fédérée à l'UDAF (Union Départementale des Associations Familiales) de Nancy.

Le combat des AFC porte sur 5 points principaux : l'avortement, l'homosexualité, la pornographie, l'hégémonie de la raison et la destruction de la famille⁽²⁾.

La Confédération Nationale des AFC dénonce les familles monoparentales, «la cohabitation juvénile», les «préservatifs qui permettent de dissocier les rencontres sexuelles de tout amour». Des militants des AFC ont participé à des actions de lobbying contre le JU 486, accusé d'avoir inventé «une arme chimique pour tuer les enfants à naître» et de transformer l'utérus en four crématoire». In brin de révisionnisme au passage...

Depuis quelques temps, la CNAFC fait circuler une pétition contre le CUS (Contrat

d'Union Sociale).

Les AFC ne font pas mystère de leur lien avec le «Conseil Pontifical pour la Famille» : la cellule politique du Vatican dirigée par Mgr Lopez Trujillo et Jean-Paul II⁽³⁾.

En un coup d'oeil sur ce qui se passe sur Nancy, on peut très rapidement se rendre compte que beaucoup de militants de l'AFC sont (ou étaient) les mêmes que ceux de SOS futures mères. Une adresse de siège social est aussi commune aux 2 associations.

Au fait, l'ex-Président de l'AFC de Nancy n'était autre que Bruno Vallas. C'était l'avocat de Jean-Marie Le Pen lors de son dernier procès à Nancy.

Malgré tout cela, le 08 juin, la municipalité lui a de nouveau attribué des subventions (4.000F). Le CAFAR/Ras l'front était présent au conseil municipal pour le dénoncer. Des militantes d'En Féminie (association pour la

défense des droits des femmes) et de 'Les Bien Nées' (association lesbienne) s'étaient jointes. Le conseiller communiste, Patrick Hatzig, a rappelé la réalité de cette association. S'en est suivi un débat où l'adjoint aux affaires sociales (J.M. Schléret) nous a suggéré de «(...) faire un procès à l'UNAF et à l'UDAF», qui n'a qu'à faire le tri dans les associations

qu'elle fédère. Et le chef de groupe des élus de gauche (François Borrel, PS), semble-t-il membre de l'AFC, d'ajouter : «On pourrait analyser la coloration politique de toutes les associations(...). Ce serait faire ce qui se fait dans des municipalités comme Vitrolles». Lui, a donc voté cette subvention de bon coeur. Mais aucun élu n'a voté contre; seulement 6 se sont abstenus (dont un adjoint).

Frédéric

⁽¹⁾ «L'opposition à l'avortement, du lobby au commando», Fiammetta Venner, Berg International Editeur, 1995

⁽²⁾ «Les Associations familiales, combien de division ?», Frédéric Brunnquell, Editions Dagorno, 1994

⁽³⁾ «Réseau Voltaire, pour la Liberté d'Expression', BP 35, 93201 Saint-Denis CEDEX

Musica !

«Orchestre National de Barbès» en concert,

Cet album sera un p'tit bonheur pour vos oreilles. Plus d'une dizaine de musiciens compose ce groupe. Chacun a apporté le feeling de son «bled» et est reparti nourri de celui des autres. Un mélange de musiques traditionnelles (arabo-andalouse, marocaine), mais aussi de jazz, de pop... Un seul CD à acheter : celui-ci !

La préférence nationale

Donc, M. Balladur souhaite que se réunisse une commission pour débattre de la «préférence nationale». Il y a seulement 3 ans, M. Balladur était premier ministre. Il incarnait la prudence et la stabilité. Avec son costume irréprochable et son double-menton, il installait maintenant la «préférence nationale» dans la respectabilité. Alain Peyrefitte s'empresse d'approuver. Et Nicolas Sarkozy se demande pourquoi cette question serait tabou. Voici enfin venu les temps de la sincérité. M. Balladur, qui avait déjà évoqué la «préférence nationale» en prévision du scrutin régional, ne respecte plus les consignes de discrétion. Les élections sont passées. Les états-majors de la droite ne tiennent plus les troupes. Et celles-ci s'égarent. Ces gens bien comme il faut sont excédés par la présence d'une population immigrée. Depuis vingt ans, toute leur politique est hantée par cette phobie qui ne pouvait, qui ne devait pas dire son nom. Le devoir de prudence appartient désormais à une époque révolue. Et tant qu'à préférer les nationaux, pourquoi ne pas inviter à sa table les nationaux entre les nationaux, le Front National en personne ? Balladur le propose sereinement. Philippe Séguin peut bien faire des colères noires. Pierre Lellouche et Michelle Alliot-Marie adressent des signes appuyés de compréhension à M. Balladur. Et le RPR continue de faire signer sa pétition «pour le refus du droit à immigrer».

Christian



(Pancho, Le Canard enchaîné, 10 juin 98)

Boycottons la droite transgénique

Il n'y a pas qu'en agronomie que les labos nous concoctent des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). En politique aussi, depuis les élections régionales, une véritable transgénèse s'opère aux yeux de tous. Avant, la droite sélectionnait en son sein les organismes les plus résistants. L'extrême-droite aussi. C'était assez clair et les gens mangeaient ce qu'ils voulaient manger.

Maintenant certains conseils régionaux (et d'étiquetage (on consomme des OGM sans pas seulement celui du laborantin Mérieux), nous ont bidouillé les gènes politiques. Seul bénéfice reconnu : une meilleure conservation du produit sur le marché électoral. Mais attention à la santé !

Prenons un gène du FN, particulièrement résistant aux notions d'égalité, de liberté, de culture; transplantons-le dans un organisme de droite d'un conseil régional : on obtient mort. un OGM-Millon ou un OGM-Baur, dont on ne fait encore qu'envisager les dangers à venir : problèmes

en être informé), pollution de l'environnement, dissémination incontrôlée des organismes transgéniques dans la nature, et apparition de nouvelles souches encore plus résistantes à l'égalité, à la solidarité et à l'ouverture d'esprit.

De la droite dans nos assiettes, ça craint déjà, mais de la droite transgénique, c'est la

Dominique

Carton rouge !

En décembre dernier, nous avons déjà relevé les déclarations racistes de François Guillaume (député de Meurthe-et-Moselle) : «Je ne ressens pas d'hostilité particulière à l'égard du parti de Le Pen», «Il y a une vraie crainte de disparaître à leur (les immigrés, NDLR) profit», «(...) il nous faut répondre (...) aux valeurs négligées par la droite, comme la patrie, la famille, la sécurité, l'identité française.», «Je constate que, quand il y a des vols de voitures, des incendies, il y a toujours des immigrés ou des personnes d'origine immigrée derrière», etc.

Or, dans une interview donnée à l'Est Républicain (sam. 27 juin), il «approuve (la) déclaration» d'Edouard Balladur sur la préférence nationale. Il se dit «favorable à la conclusion d'accords partiels, bien délimités, avec le Front National». «Il n'y a pas de sujet tabou» ajoute-t-il. Bien qu'il dise s'opposer au FN «sur des prises de position-par exemple l'immigration- qui (lui) paraissent excessives», il considère que ses 15% d'électeurs sont «des Français normaux, ni racistes, ni xénophobes». Et il s'empresse d'ajouter : «sur l'immigration, nous avons les mêmes résistances», «Aidons-les à vivre dignement chez eux(...)»

De plus, F. Guillaume ose affirmer que «le Front National fait des déclarations scandaleuses mais de là à passer aux actes, ils en sont

incapables». Ce sont pourtant bien des membres du FN qui viennent d'être condamnés pour meurtre : 8 ans de prison pour Mickaël Fréminet, meurtrier de Brahim Bouaaram, 15 ans fermes pour Robert Lagier, meurtrier d'Ibrahim Ali. Réclusion criminelle à perpétuité pour Parera et Vigneaud, anciens membres du PNFE puis du FN, pour le meurtre d'un garagiste bordelais, choisi pour son nom à consonnance juive. Alors, les membres du FN, incapables de passer aux actes, M. Guillaume ?

Un OGM, c'est bien comme ça qu'il faut dire ?

Stéphane

Algérie

Le samedi 27 juin, à l'initiative de l'Association Culturelle Berbère de Meurthe-et-Moselle, un rassemblement a été organisé afin de rendre hommage au chanteur kabyle, Lounès Matroub. Il a été assassiné, jeudi dernier, lors d'une embuscade près de Tizi-Ouzou (Algérie). A Nancy, plus de trois cents personnes ont donc répondu à cet appel. Différentes prises de parole ont rappelé le combat du chanteur pour la laïcité et sa volonté de voir l'Algérie respecter les différences de langues et de cultures.

Cet assassinat s'est produit quelques jours avant l'application de la «loi d'arabisation» (votée en 1991). C'est la généralisation de l'utilisation de la langue arabe (dite classique) dans tous les documents officiels. Ce qui exclut le berbère, le français ou l'arabe dialectal courant. A partir du 05 juillet, elle obligera donc les employés des administrations, des entreprises, des tribunaux, les enseignants à parler et/ou à rédiger leurs documents en arabe.

Carmin

Contacts : A.C.B., 96 rue Saint Dizier, 54000 Nancy